

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plerin, le 21/10/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SARP OUEST**

ZA de Haute Lande  
22380 Saint-Cast-Le-Guildo

Références : 2025.316  
Code AIOT : 0005500411

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2025 dans l'établissement SARP OUEST implanté ZA de Haute Lande 22380 Saint-Cast-le-Guildo. L'inspection a été annoncée le 08/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre du plan de contrôle pluriannuel du service de l'inspection des installations classées.

Elle a principalement porté sur la thématique "Eau" :

- Suites de l'inspection du 17/05/2022,
- Contrôle du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29/03/2023.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARP OUEST
- ZA de Haute Lande 22380 Saint-Cast-le-Guildo
- Code AIOT : 0005500411
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SARP OUEST est spécialisée dans la collecte des huiles usagées, l'assainissement, la maintenance industrielle et la gestion des déchets dangereux. Elle exploite un site de transit et regroupement de déchets dangereux sur la commune de ST-CAST-LE-GUILD0.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle                             | Référence réglementaire                                    | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|--|--|--|-----------------------|
| 1  | Plan des réseaux                              | Arrêté Préfectoral du 20/02/2007, article 11-10-4          | /  | Demande de justificatif à l'exploitant   | 1 mois                |
| 2  | Caractéristiques des rejets résiduels         | Arrêté Préfectoral du 20/02/2007, article 2.I.11-6         | Susceptible de suites  | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 4  | Caractéristiques des rejets dans le réseau EP | Arrêté Préfectoral du 20/02/2007, article 2.I.11-8         | Susceptible de suites  | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 5  | Modifications                                 | Code de l'environnement du 29/12/2023, article R.181-46 II | /  | Demande de justificatif à l'exploitant   | 3 mois                |
| 6  | Réseau piézométrique                          | Arrêté Préfectoral du 29/03/2023, article 3.1.2            | /  | Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 7  | Carte piézométrique                           | Arrêté Préfectoral du 29/03/2023, article 3.2              | /  | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 9 mois                |
| 8  | Analyse de la surveillance                    | Arrêté Préfectoral du 29/03/2023,                          | /  | Demande de justificatif à  | 1 mois                |

| N° | Point de contrôle     | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------|-------------------------|---|---|-----------------------|
|    | des eaux souterraines | article 3.3             |   | l'exploitant  |                       |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                    | Référence réglementaire                                    | Autre information |
|----|--------------------------------------|--|-------------------|
| 3  | Eaux de lavage des citernes et cuves | Arrêté Préfectoral du 29/03/2023, article 2. 11-2 alinéa 8 | Sans objet        |
| 9  | Surveillance des sols                | Arrêté Préfectoral du 29/03/2023, article 2. 11-3          | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a permis de constater la mise en place et la remise en conformité du réseau de surveillance des eaux souterraines. Cependant, l'étude des cartes piézométriques questionne sur la bonne implantation des piézomètres. Deux nouvelles campagnes ainsi que la prise en compte d'un éventuel biseau salé (site localisé à moins de 2 km du littoral) sont nécessaires pour pouvoir statuer sur le sens réel d'écoulement de la nappe et déterminer les éventuelles actions correctives. Concernant les eaux résiduaires et pluviales, un travail d'investigation et des mesures correctives ont été mis en place et les travaux commencent dès la fin du mois de septembre 2025. Une remise en conformité et une amélioration des réseaux ont été revues avec le gestionnaire du réseau d'assainissement pour optimiser les rejets vers la station de traitement. Un dossier de porter à connaissance est attendu pour présenter l'ensemble des modifications apportées aux réseaux.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan des réseaux

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/02/2007, article 11-10-4  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réseaux   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Un plan de l'ensemble des égouts de l'usine, des circuits et réservoirs sera tenu à jour par l'industriel ; les divers réseaux étant repérés par des couleurs convenues. |

**Constats :**

Par courriel du 03/09/2025, l'exploitant a transmis son plan des réseaux en date du 10/12/2012. Il a indiqué que celui-ci sera mis à jour après les travaux réalisés fin septembre 2025.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté son plan provisoire et l'a transmis par courriel du 24/09/2025. Un récolement est prévu après la réalisation des travaux pour mettre à jour le plan des réseaux.

Un travail avec le gestionnaire de la station a été mené afin d'optimiser les rejets. Une des modifications prévues est d'éviter la surcharge d'eaux pluviales dans les eaux résiduaires. Pour ce faire, une vanne permettant d'orienter les eaux de la plateforme dans le réseaux des eaux résiduaires ou dans le réseau d'eaux pluviales va être mise en place. Lorsque la plateforme n'est pas utilisée, les eaux de ruissellement de la plateforme seront orientées vers le nouveau réseau d'eaux pluviales.

L'inspection a rappelé que ce site est un site IED. Il doit donc disposer d'un système de management environnemental (SME). L'identification des risques de pollution doit être réalisée, des procédures et des formations du personnel doivent être dispensées pour éviter les risques identifiés.

La mise en place de ce système de vanne doit être étudiée et des procédures et formations doivent être réalisées.

L'exploitant a indiqué que les actions suivantes sont déjà prévues :

- fiches réflexes existantes mises à jour,
- formation du personnel,
- sensibilisation régulière...

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Dans un délai d'un mois**, l'exploitant devra transmettre à l'inspection une copie de son plan des réseaux mis à jour suite aux travaux réalisés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Caractéristiques des rejets résiduaires**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/02/2007, article 2.I.11-6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Paramètres de surveillance des eaux résiduaires

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 17/05/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Le rejet des eaux résiduaires vers la station communale d'épuration (eaux de lavage extérieur des véhicules, eaux d'égouttage des sables et boues de curage, ainsi que les eaux pluviales souillées (aires de dépotage...), même en cas d'accident devra répondre aux caractéristiques maximales suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5
- T < à 30° C
- MES < 600 mg/litre
- DCO (NFT 90101) < 1 000 mg/l
- DBO5 (NFT 90103) < 500 mg/l
- Azote global < 150 mg/l
- Hydrocarbures totaux (NF EN ISO 9377-2 et NF EN ISO 11423-1) < 10 mg/l
- Phénols < 0,1 mg/l
- OHV : Organohalogénés volatils (NF EN ISO 10301) : 1 mg/l
- BTEX : Benzène, Toluène, Ethylbenzène, Xylène (NF EN ISO 11423-2) : 2 mg/l
- Débit journalier : 1 m<sup>3</sup>
- Les effluents ne contiendront pas de composés hydroxylés ni de dérivés halogénés
- Les effluents rejetés seront débarrassés de matières flottantes, déposables ou précipitables susceptibles, directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents, d'entraver le bon fonctionnement ou la bonne conservation des ouvrages ou de dégager des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables
- Les effluents rejetés ne renfermeront pas de substances nocives en quantités suffisantes pour inhiber le processus biologique de la station d'épuration ou pour détruire la vie aquatique sous toutes ses formes à l'aval du point de déversement.

À cet effet, l'exploitant devra se pourvoir d'une autorisation de rejet permanente qu'il tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

L'inspection a réalisé un extrait GIDAF depuis 2022 des eaux résiduaires :

- 2022 : conformes - fréquence mensuelle
- 2023 :
  - dépassement pH en juin 2023 (8,6 au lieu de 8,5)
  - dépassement pH en novembre 2023 (8,9 au lieu de 8,5)
- 2024 :
  - dépassement hydrocarbures en septembre 2024 (14 au lieu de 10)
  - dépassement hydrocarbures en décembre 2024 (35 au lieu de 10)
- 2025 : conformes (résultats disponibles jusqu'en juillet 2025)

Par courrier du 20/05/2025, l'exploitant s'est engagé à remettre en conformité ses réseaux et à mettre en place des mesures conservatoires le temps de la réalisation des travaux prévus fin septembre 2025 (nettoyage mensuel des réseaux et analyse mensuelle).

Les travaux et actions sont les suivants :

- passage de caméras dans les réseaux pour identifier les problèmes et les travaux à prévoir,
- remplacement des 2 séparateurs (eaux pluviales et eaux résiduaires),
- modification des réseaux de collectes des eaux résiduaires et création d'un deuxième réseau d'eaux pluviales avec mise en place de vannes d'isolement.

La date limite de réalisation des travaux est fixée à fin octobre 2025.

Concernant les mesures conservatoires, l'exploitant a calé son nettoyage avec l'intervention du laboratoire pour une question organisationnelle. Afin de contrôler si la fréquence mensuelle du nettoyage est suffisante, **l'inspection a demandé à l'exploitant de décaler de 10-15 jours son nettoyage par rapport au prélèvement.**

Suite aux travaux, l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il prévoit de garder une fréquence de nettoyage une fois par mois de ses réseaux. Selon les résultats d'analyse, il verra à espacer cette fréquence par la suite.

Concernant les prélèvements d'eau, l'exploitant a rappelé qu'il y avait très peu de rejets en été, rendant difficile le suivi mensuel. L'inspection a invité l'exploitant à se rapprocher de son laboratoire ou son bureau d'études pour former du personnel afin de pouvoir faire lui-même un prélèvement en cas de pluie lors de ces périodes faibles en pluviométrie.

En cas d'absence de prélèvement, il est rappelé de bien indiquer dans GIDAF la raison, comme par exemple l'absence de précipitation. Si le prélèvement est réalisé par l'exploitant, il faudra également le préciser.

L'inspection a rappelé à l'exploitant que son arrêté préfectoral d'autorisation stipule que *"les effluents ne contiendront pas de composés hydroxylés ni de dérivés halogénés"*. Il a donc été demandé si un contrôle de la présence de composés hydroxylés (HAP) et de dérivés halogénés (AOX) étaient réalisées et à quelle fréquence. L'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas connaissance de la réalisation de la surveillance de ces paramètres, surtout que ces paramètres ne sont pas présents dans le cadre GIDAF.

**L'inspection a rajouté ces paramètres dans le cadre GIDAF.**

Une analyse de ces composés devra être réalisée pour la prochaine campagne.

Lors du passage de la caméra dans les réseaux, il a été identifié le développement de racines en interne qui obstruaient le séparateur actuel. Un nettoyage complet a été réalisé. Lors de ce passage par caméra, un contrôle de l'étanchéité du réseau a également été réalisé.

L'exploitant a transmis son rapport d'investigation par courriel du 24/09/2025.

La visite sur site a permis de constater que les travaux n'avaient pas commencé mais que le matériel avaient été achetés et stockés sur le site. Par courriel du 24/09/2025, l'exploitant a transmis les photos de démarrage des travaux

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Dans un délai d'un mois**, l'exploitant réalisera les travaux annoncés. Il informera l'inspection de la fin des travaux et transmettra les justificatifs de réalisation des travaux (photos, plan de récolement...).

L'exploitant réalisera les actions complémentaires suivantes :

- ajouter le suivi des paramètres AOX et HAP lors de la prochaine campagne de mesure des eaux résiduaires,
- espacer le nettoyage par rapport au prélèvement d'au moins 10 jours.

|  |
|--|
|  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |

### N° 3 : Eaux de lavage des citernes et cuves

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2023, article 2. 11-2 alinéa 8   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, .   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>/.../<br><br><ul style="list-style-type: none"> <li>les eaux résiduelles provenant du lavage intérieur et extérieur des citernes routières et des cuves de stockage (fixes ou containers mobiles) ayant transporté ou contenu des déchets dangereux ou toxiques devront être entièrement récupérées dans une fosse ou une cuve étanche d'un volume minimum de 13 m<sup>3</sup> équipée de 2 dispositifs de détection de niveaux différents déclenchant une alarme visuelle et sonore, puis traitées comme déchets selon les paragraphes 23-1 à 23-3 ci-après.</li> </ul> /.../   |
| <b>Constats :</b><br><br><u>Concernant les cuves de stockage fixes :</u><br>La cuve n°1 est la cuve de remplissage principale qui dispatche les effluents sur les autres cuves fixes via une pompe.<br>Aussi, seule la cuve n°1 se retrouve avec des boues.<br>En moyenne tous les 2 mois, il y a un « départ de boues » (pompage) qui est réalisé à l'aide d'un camion pompe équipé d'une semi. La semi est envoyée ensuite directement au centre de traitement où elle est également nettoyée sur le site de traitement avant de repartir.<br><br><u>Concernant les cuves mobiles :</u><br>Le site dispose de 2 camions ADR :<br>- Un camion est dédié à la récupération de fuel. Normalement, il n'a pas de sédiment au fond de la cuve. Une vérification visuelle est régulièrement réalisée. Très rarement un pompage est effectué et au besoin un pompage direct avec récupération dans une cuve fixe peut être réalisé.<br>- Un camion est dédié pour les déchets hydrocarburés. La cuve de ce camion peut être ouverte et donc nettoyée directement. Le nettoyage de cette cuve consiste à réaliser un pompage des eaux polluées puis la cuve est nettoyée directement sur l'aire des boues polluées (aire entièrement sur rétention fermée) pour récupérer les sédiments. Les eaux de lavage récupérées dans la rétention de l'aire des boues polluées sont pompées et envoyées dans les cuves fixes de stockage.<br><br>Le lavage extérieur se fait sur l'aire de dépotage qui est reliée au réseau d'eaux résiduelles, relié à un séparateur.<br><br>Les conditions de lavage du matériel et des cuves ne correspondent pas à la prescription de |



|  |
|--|
| <p>l'arrêté préfectoral mais restent cependant compatibles avec les dispositifs du site.</p> <p><b>Par conséquent, il apparaît que la prescription n'est pas adaptée aux conditions d'exploitation actuelles. L'exploitant est invité à déposer un dossier de porter à connaissance pour demander la modification de la prescription afin de correspondre aux conditions réelles d'exploitation.</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Dans un délai de 3 mois</b>, l'exploitant devra déposer un dossier de porter à connaissance pour indiquer les conditions réelles d'exploitation concernant le lavage de ses cuves fixes et mobiles.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

#### N° 4 : Caractéristiques des rejets dans le réseau EP

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/02/2007, article 2.I.11-8</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Paramètres de surveillance des rejets vers le réseau EP</p>   |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/05/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Aucun rejet d'eaux usées ou matières polluantes ne devra s'effectuer dans le réseau d'eaux pluviales.</p> <p>Tout rejet éventuel, même en cas d'accident devra répondre aux caractéristiques ci-après, et permettre de respecter l'objectif 1B du ruisseau récepteur.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• DCO &lt; 120 mg/l</li> <li>• DBO &lt; 40 mg/l</li> <li>• MES &lt; 100 mg/l</li> <li>• Ph compris entre 5,5 et 8,5</li> <li>• Hydrocarbures &lt; 5 mg/l</li> <li>• Phénols &lt; 0,1 mg/l</li> <li>• Cyanures &lt; 0,1 mg/l</li> <li>• Teneur totale en métaux lourds (Zn + Cu + Ni + Fe + Cr + Cd + Pb + Sn) &lt; 15 mg/l</li> <li>• Cadmium &lt; 0,2 mg/l</li> <li>• Chrome hexavalent &lt; 0,1 mg/l</li> <li>• Chrome trivalent &lt; 3 mg/l</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a réalisé un extrait GIDAF depuis 2022 des eaux pluviales (fréquence annuelle) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 10/2021 : dépassement des MES (350 au lieu de 100)</li> <li>• 10/2022 : 2 dépassements : MES (410 au lieu de 100) et DCO (126 au lieu de 120)</li> <li>• 03/2023 : conforme</li> <li>• 04/2024 : conforme</li> </ul>  |

- 05/2025 : conforme

Par courrier du 20/05/2025, l'exploitant s'est engagé à remettre en conformité ses réseaux et à mettre en place des mesures conservatoires le temps de la réalisation des travaux prévus fin septembre 2025 (nettoyage mensuel des réseaux et analyse mensuelle).

Les travaux et actions sont les suivants :

- passage de caméras dans les réseaux pour identifier les problèmes et les travaux à prévoir,
- remplacement des 2 séparateurs (eaux pluviales et eaux résiduaires),
- modification des réseaux de collectes des eaux résiduaires et création d'un deuxième réseau d'eaux pluviales avec mise en place de vannes d'isolement.

La date limite de réalisation des travaux est fixée à fin octobre 2025.

Concernant les mesures conservatoires, l'exploitant a calé son nettoyage avec l'intervention du laboratoire pour une question organisationnelle. **Afin de contrôler si la fréquence mensuelle du nettoyage est suffisante, l'inspection a demandé à l'exploitant de décaler de 10-15 jours son nettoyage par rapport au prélèvement.**

Suite aux travaux, l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il prévoit de garder une fréquence mensuelle pour le nettoyage de ses réseaux. Selon les résultats d'analyse, il verra à espacer cette fréquence par la suite.

L'exploitant a expliqué qu'une réflexion a été menée avec Dinan agglomération (gestionnaire de la station) pour mettre en conformité ses réseaux. Dinan agglomération avait demandé à l'exploitant de limiter l'apport d'eaux pluviales dans ses rejets d'eaux résiduaires.

Pour ce faire, l'exploitant a décidé de créer un nouveau réseau d'eaux pluviales en parallèle du réseau d'eaux résiduaires avec mise en place d'une vanne pour passer d'un réseau à l'autre selon l'usage. Ce système va permettre de délester la station dépuración en quantité d'eaux pluviales.

La création d'un deuxième réseau d'eaux pluviales entraîne un deuxième point de rejet d'eaux pluviales. **L'exploitant devra mettre en place un regard de prélèvement et mettre à jour son programme de surveillance en intégrant une analyse sur ce nouveau point.**

**Le cadre GIDAF de l'exploitant devra être mis à jour avec un deuxième point de rejet d'eaux pluviales.**

La visite sur site a permis de constater que les travaux n'avaient pas commencé mais que le matériel avait été acheté et stocké sur le site. Par courriel du 24/09/2025, l'exploitant a transmis les photos de démarrage des travaux.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Dans un délai d'un mois**, l'exploitant réalisera les travaux annoncés. Il informera l'inspection de la fin des travaux et transmettra les justificatifs de réalisation des travaux (photos, plan de récolement...).

L'exploitant espacera le nettoyage par rapport au prélèvement d'au moins 10 jours.

**Type de suites proposées : Avec suites**

|  |
|--|
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |

#### N° 5 : Modifications

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 29/12/2023, article R.181-46 II   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter à connaissance   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de cette visite, l'exploitant a présenté la modification de ses réseaux d'eaux afin de remettre en conformité ses rejets.</p> <p>Pour ce faire et après concertation avec Dinan agglomération, le gestionnaire de la station d'épuration, un deuxième réseau d'eaux pluviales va être créé pour délester le réseau d'eaux résiduaires en quantité d'eaux pluviales lorsque la plateforme n'est pas exploitée.</p> <p>Un deuxième point de rejet d'eaux pluviales va donc être généré.</p> <p>Afin de permettre la bascule d'un réseau à un autre, une vanne quart de tour va être installée. Une procédure et des formations du personnel vont être mises en place.</p>  |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Dans un délai de 3 mois</b>, l'exploitant devra déposer un dossier de porter à connaissance qui comprendra :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les modifications apportées à ses réseaux,</li> <li>• les modifications des conditions d'exploitation,</li> <li>• le plan de ses réseaux à jour avec les points de prélèvements, de rejet, les grilles, regards, avaloirs, vannes...</li> <li>• la mise à jour de son programme de surveillance de ses rejets,</li> <li>• les conditions de lavage des cuves fixes et mobiles (art. 2.11-2 alinéa 8) .</li> </ul>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois   |

## N° 6 : Réseau piézométrique

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2023, article 3.1.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines   |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant met en place un réseau piézométrique. Ce réseau doit être constitué a minima de trois piézomètres dont un en amont hydraulique, les deux autres en aval hydraulique de l'installation soumise à surveillance, de sorte que les 3 ouvrages ne soient pas alignés. /.../ Les ouvrages sont mis en place de manière à éviter les zones d'activité ou de stockages pouvant constituer des sources potentielles de pollution pour ne pas risquer l'éventuelle dispersion d'une pollution et limiter le risque de pollutions croisées. /.../ Les ouvrages sont clairement matérialisés, pour pouvoir les repérer facilement sur le site, et identifiés (référence du récépissé de déclaration ou numéro d'identification interne). Tous les piézomètres sont nivelés par un géomètre en mètre NGF (système de nivellement général français) de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Le repère du nivellement est clairement identifié de manière pérenne sur la tête de l'ouvrage et est mentionné sur tous les documents lors des mesures ou échantillonnages. /.../ Ils sont maintenus en bon état. Les têtes sont capuchonnées et cadenassées. Leur intégrité et leur accessibilité sont garanties dans le temps. La qualité et l'intégrité des piézomètres fait l'objet d'une surveillance. /.../ L'exploitant surveille et entretient ses piézomètres de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. À cet effet, il prend tout moyen pour empêcher l'accès à la nappe au niveau de la tête de l'ouvrage et pour empêcher les infiltrations depuis la surface du sol.</p> |
| <b>Constats :</b> <p>Deux nouveaux piézomètres, un en amont et un deuxième en aval, ont été installés. Le piézomètre aval existant a été repris pour le mettre en conformité.</p> <p>Lors de cette visite, il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• que les 3 ouvrages sont placés de manière à éviter les zones d'activité ou de stockages pouvant constituer des sources potentielles de pollution pour ne pas risquer l'éventuelle dispersion d'une pollution et limiter le risque de pollutions croisées.</li><li>• que les 3 ouvrages sont très clairement matérialisés, pour pouvoir les repérer facilement sur le site, et identifiés (numéro BSS, nom).</li><li>• que le repère du nivellement est matérialité par une flèche noire au marqueur permanent sur le tube PVC. La plaque indique où est placé le repère (tube PVC) et la côte NGF. Cependant, pour :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ Pz2 : un doute subsiste car le repère est matérialisé sur le tube en métal et la plaque indique que le repère est sur le tube PVC,</li><li>◦ Pz3 : la flèche n'est pas très lisible.</li></ul></li><li>• que les documents de mesures rappellent le repère de nivellement.</li></ul> <p>Il a été constaté une incohérence entre les déclarations GIDAF et le piézomètre indiqué pour</p>  |

l'amont. En effet, sous GIDAF, l'amont est donnée pour Pz1 au lieu de Pz3. L'exploitant doit faire le point avec son bureau d'études pour s'assurer qu'il n'y a pas eu une erreur de saisie.

Enfin, il a été constaté un très bon état des piézomètres :

- têtes capuchonnées et cadénassées
- Intégrité (dalle cimentée en très bon état)
- Accessibilité garantie dans le temps
- Zone accessible (débroussaillage)

Le cadenas d'un des piézomètres étaient rouillés lors de la visite et ne fermait plus. L'exploitant l'a retiré lors de la visite et s'est engagé à le remplacer.

Les piézomètres n'ont pas de dispositif de protection supplémentaire car ils sont suffisamment isolés des zones de manipulation et d'exploitation.

Enfin, la qualité et l'intégrité des piézomètres font l'objet d'une surveillance visuelle régulière par l'exploitant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Dans un délais d'un mois**, l'exploitant remplacera le cadenas rouillé retiré et veillera à vérifier où se situe réellement le repère de nivellement du piézomètre Pz2.

Le repère de Pz1 sera mieux matérialisé (reprise de la flèche).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 7 : Carte piézométrique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/03/2023, article 3.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Sens d'écoulement

**Prescription contrôlée :**

/.../ Le sens d'écoulement de la nappe est établi, à chaque campagne d'analyses, au regard des relevés piézométriques réalisés sur chaque ouvrage de prélèvement des eaux souterraines. /.../

**Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant a présenté les esquisses piézométriques réalisées suite aux différentes campagnes de prélèvement depuis la création du réseau piézométrique en 2023.

Le sens d'écoulement n'est pas clair et semble complètement différent du sens théorique.

L'exploitant a confié les prélèvements à son laboratoire et l'analyse des résultats à son bureau d'études. Il doit revoir avec ses prestataires pour vérifier qu'il n'y a pas eu d'erreur.

Le site se situe à moins de 2 km de la mer. La présence d'un biseau salée peut influencer le sens d'écoulement. Une mesure de la conductivité a été réalisée sur les première campagne et montre

|  |
|--|
| <p>pour Pz1 un résultat élevé pouvant laissé penser la présence d'eau salée.</p> <p>Aussi, une mesure de la conductivité devra être réalisée pour les prochaines campagnes afin de voir s'il y a présence d'eau de mer dans les piézomètres. Si c'est le cas, l'influence de la marée sera à prendre en compte.</p> <p><b>Au vu des cartes, il apparaît que 2 nouvelles campagne sont nécessaire pour pouvoir statuer sur le sens d'écoulement et corriger éventuellement le réseau piézométrique.</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra réaliser la mesure de la conductivité lors de ses prochaines campagnes de prélèvements afin de déterminer la présence ou non d'eau de mer dans la nappe. Si c'est le cas, l'influence de la marée sera à prendre en compte.</p> <p><b>Après 2 nouvelles campagne de mesures</b>, l'exploitant confirmera le sens d'écoulement de la nappe et corrigera son réseau piézométriques, le cas échéant.</p>        |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>  |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 9 mois</p>   |

#### N° 8 : Analyse de la surveillance des eaux souterraines

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2023, article 3.3</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rapport annuel</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, les analyse et les interprète. Les résultats sont comparés entre eux, aux analyses antérieures et aux valeurs de références, notamment celles de l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine - Annexe II. Les éventuelles variations ou dérives significatives des paramètres sont examinées et dans la mesure du possible justifiées. Si les résultats mettent en évidence une dégradation de la qualité de la nappe phréatique, l'exploitant recherche par tous les moyens utiles son origine et le lien éventuel avec ses activités. L'exploitant informe l'inspection des installations classées des conclusions de ses investigations et, en tant que de besoin, des actions correctives prises ou envisagées.</p> <p>Un rapport annuel portant sur la surveillance des eaux souterraines est réalisé. Il présente a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le contexte réglementaire,</li> <li>• l'historique du site (dont la localisation des activités potentiellement polluante, les éventuelles pollutions des sols et éventuels travaux de dépollution),</li> <li>• le contexte environnemental (aquifères, sens d'écoulement...),</li> <li>• le réseau de surveillance (numéro et nom de l'ouvrage, position hydrologique, cote NGF, profondeur de l'ouvrage...),</li> <li>• une carte comprenant la localisation des piézomètres, le sens d'écoulement de la nappe (associé aux courbes isopièzes à la date des prélèvements), la localisation du site, des activités potentiellement polluantes et les parcelles,</li> <li>• les résultats des analyses et leur interprétation,</li> <li>• suivant les résultats, une carte présentant le panache de la pollution dans les eaux souterraines,</li> </ul> |

- l'évolution des concentrations dans les différents piézomètres (sous forme de graphe et de tableau) et leur interprétation,
- les commentaires nécessaires à l'interprétation des résultats.

Conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet (GIDAF). La télédéclaration est effectuée dans un délai d'un mois suivant la réception des résultats par l'exploitant. Le rapport annuel portant sur la surveillance des eaux souterraines est également transmis à l'inspection via la plateforme GIDAF.

#### Constats :

L'exploitant n'a pas réalisé de rapport annuel de sa surveillance piézométrique. Ce rapport annuel doit comprendre à minima l'ensemble des éléments inscrits dans la prescription contrôlée, notamment l'étude de l'évolution des paramètres.

L'inspection alerte sur les paramètres MES et Fer qui ont des valeurs importantes selon certaines campagnes et quelques autres métaux à surveiller.

L'inspection rappelle qu'un bilan quadriennal est attendu pour 2026-2027.

Cependant, l'exploitant a fourni par courriel du 23/09/2025 un rapport IED comprenant une analyse de la surveillance des eaux souterraines. Ce rapport ne correspond pas au rapport annuel demandé mais apporte des éléments.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

**Dans un délai d'un mois**, l'exploitant transmettra son rapport annuel 2024 de sa surveillance des eaux souterraines et veillera à transmettre ce rapport chaque année pour les campagnes à venir.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 9 : Surveillance des sols

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/03/2023, article 2. 11-3

**Thème(s) :** Risques chroniques, .

#### Prescription contrôlée :

La surveillance des sols est effectuée sur les points référencés dans le rapport de base remis le 27 juillet 2015 ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente.

Les paramètres mesurés sont : hydrocarbures et métaux (arsenic, cuivre).

La fréquence de surveillance est à minima d'une fois tous les dix ans.

#### Constats :

Par courriel du 23/09/2025, l'exploitant a transmis son rapport de réexamen IED prévoyant les analyses de sol au droit des périmètres IED et non IED à fréquence de 10 ans.  
Les sondages initiaux ayant été menés en mai 2015, l'exploitant a procédé à de nouveaux sondages cette année pour analyser l'impact de ses activités sur son environnement.

Les résultats d'analyses sur les sols sur le périmètre IED montre la présence de légères anomalies en métaux (principalement en cuivre) similaires à celles constatées lors du diagnostic IED de 2015. Concernant les résultats d'analyses sur les sols hors du périmètre IED, il a été mis en évidence des impacts ponctuels en métaux (principalement en cuivre).

Ces anomalies en métaux n'entraînent aucun enjeu sanitaire ou environnemental et le rapport conclut à l'absence de dégradation de la qualité des milieux au droit du périmètre IED entre 2015 et 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite